La solution rÃ©side dans des approches alternatives plus durables

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
July 2025

Le Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation (PNAEPI) 2020-2027Â "poursuit sa route lentement mais sÃ»rement", selon Nizar Baraka, ministre de l'Ã‰quipement et de l'Eau, intervenu Ã la Chambre des reprÃ©sentants lors de la sÃ©ance des questions orales.

Le PNAEPI 2020-2027 a fait l'objet d'une accÃ©lÃ©ration notable de ses objectifs Ã mi-parcours, a-t-il prÃ©cisÃ© en indiquant que le programme a Ã©voluÃ© en incluant un nouveau volet visant la construction de 150 barrages supplÃ©mentaires d'ici 2028, en partenariat avec le ministÃ¨re de l'IntÃ©rieur et les autoritÃ©s territoriales. Cette dynamique vise Ã augmenter la capacitÃ© nationale de stockage de 4 milliards de mÃ¨tres cubes s'ajoutant aux 20,5 milliards de mÃ¨tres cubes actuels, soit une augmentation de prÃ¨s de 20 % de la capacitÃ© de rÃ©tention. En parallÃ¨le, entre 40 et 44 barrages de petite et moyenne taille sont programmÃ©s en coopÃ©ration avec les conseils rÃ©gionaux. Cette orientation va dans le sens d'une hydraulicitÃ© de proximitÃ©, essentielle pour rÃ©pondre aux besoins en eau potable et irrigation dans les zones rurales Ã©loignÃ©es, souvent marginalisÃ©es dans les politiques hydrauliques centralisÃ©es. Un autre volet structurant du programme concerne la connexion entre les bassins d'Abou Regreg et d'Oum Er-Rbia. Ce transfert interbassins permettra, selon toujours le ministre, de rÃ©orienter 800 millions de mÃ¨tres cubes d'eau qui se perdaient jusqu'ici dans la mer, pour les affecter Ã un bassin en stress hydrique chronique.

Si ces mesures tÃ©moignent de la volontÃ© de renforcer la gouvernance hydraulique, selon plusieurs experts, ces derniers estiment cependant que la multiplication des projets de barrages pose plusieurs problÃ¨mes structurels.Â "D'abord, elle perpÃ©tue une logique d'infrastructure lourde hÃ©ritÃ©e des politiques hydrauliques centralisÃ©es du XXe siÃ¨cle, au dÃ©triment d'approches alternatives plus durables telles que la gestion de la demande, la rÃ©utilisation des eaux usÃ©es ou encore la recharge des nappes phrÃ©atiques", expliquent-ils.Â "Cette fuite en avant infrastructurelle occulte les limites Ã©cologiques et sociales de la multiplication des barrages : fragmentation des Ã©cosystÃ¨mes fluviaux, dÃ©placement des populations rurales, concentration des ressources au profit des grands pÃ©rimÃ¨tres irriguÃ©s, et risques accrus de conflits d'usage en pÃ©riode de pÃ©nurie. Autant de dimensions qui ne semblent pas Ãªtre prises en compte dans la rhÃ©torique triomphante entourant l'expansion du PNAEPI."Â S'agissant en particulier des transferts interbassins, les spÃ©cialistes considÃ¨rent qu'ils relÃ¨vent d'uneÂ "approche techniciste de courte vue, qui privilÃ©gie la captation et la redistribution de volumes d'eau sans remettre en cause les modÃ¨les de consommation intensifs, en particulier dans l'agriculture irriguÃ©e". Le risque est d'accentuer une spirale extractiviste, dans laquelle chaque solution Ã la pÃ©nurie ne fait que repousser les limites Ã©cologiques sans modifier les causes structurelles du stress hydrique : monocultures gourmandes en eau, urbanisation non planifiÃ©e, pertes colossales dans les rÃ©seaux, ou encore absence de mÃ©canismes de tarification incitative.

En conclusion, si le PNAEPI 2020-2027, dans sa phase actuelle de redimensionnement, affiche des rÃ©sultats prometteurs en matiÃ¨re de mobilisation des ressources hydriques et de modernisation des infrastructures, sa rÃ©ussite Ã long terme dÃ©pendra de sa capacitÃ© Ã conjuguer efficacitÃ© hydraulique, Ã©quitÃ© territoriale et soutenabilitÃ© environnementale.Â "Une Ã©valuation plus fine, Ã travers des indicateurs qualitatifs et quantitatifs consolidÃ©s, devra Ãªtre conduite Ã la clÃ´ture du programme en 2027, pour en tirer des enseignements durables."

Hassan Bentaleb, LibÃ©ration (Casablanca) - AllAfrica